

# Analyse qualitative de marché dans trois régions au Sénégal, en Guinée et en Guinée Bissau

L'impact du Covid19 sur les marchés locaux et les mesures de  
lutte contre la diffusion de la pandémie

MIGRA - Migration, Emploi, Jeunesse, Résilience, Auto-Entrepreneuriat (AID 11669)



# Introduction à l'analyse de marché

Le projet MIGRA - Migration, Emploi, Jeunesse, Résilience, Auto-entrepreneuriat – vise à réduire la vulnérabilité socio-économique des jeunes, des femmes et des migrants de retour dans les zones frontalières entre le Sénégal et la Guinée-Bissau (régions de Ziguinchor et de Cacheu) et entre le Sénégal et la République de Guinée (régions de Kédougou et de Labé).

MIGRA a été lancé à la fin du mois de février 2020. Le plus grand défi auquel il a été confronté dans les tout premiers mois de son lancement a été la propagation de l'épidémie de Covid-19 dans le monde entier. Cela a entraîné des difficultés logistiques et des défis liés à la sécurité et à la santé du personnel, mais aussi des bénéficiaires du projet eux-mêmes. De plus, comme il s'agit d'un projet de promotion de l'entrepreneuriat, existant ou naissant, il est directement appelé à apporter une réponse à la crise socio-économique qui a touché les entreprises.

Dans ce sens, il a été décidé de procéder à une analyse des tendances du marché afin d'avoir des projections des prochains développements qui pourraient bénéficier aux entreprises existantes et aux nouvelles entreprises qui seront sélectionnées et accompagnées par le projet. L'objectif principal est de pouvoir disposer d'un regard le plus actualisé et le plus défini possible sur le potentiel et les limites du marché dans les zones d'intervention. Avant la pandémie, les caractéristiques macroéconomiques des trois pays montraient une amélioration de la situation, avec une croissance économique de 6 % pour le Sénégal, de 6 % (bien que plus faible que les années précédentes) pour la Guinée Conakry et de 5 % pour la Guinée-Bissau (données de la Banque mondiale). La contraction prévue pour 2020 est à comptabiliser principalement pour les effets, même globaux, de la pandémie, et il sera essentiel d'étudier l'impact du ralentissement au niveau territorial.

L'idée de base est d'analyser les obstacles et les opportunités auxquels les entreprises seront confrontées ou qu'elles saisiront dans ce contexte historique particulier. Cette analyse a l'ambition de fournir des indications générales susceptibles d'orienter les choix du projet dans cette phase délicate.

# Sénégal, Région de Ziguinchor

Analyse qualitative du marché (Septembre - Octobre 2020)



Le premier pays d'intervention du projet est le Sénégal, pays central de départ, de transit et d'arrivée des flux migratoires en Afrique de l'Ouest et en particulier dans la région de Ziguinchor. Le Sénégal occupe la 166<sup>ème</sup> place en termes d'indice de développement humain en 2019.

La fragilité des deux principaux secteurs économiques du pays, l'agriculture et la pêche, a conduit à l'abandon de l'activité par de nombreux petits entrepreneurs et a contribué

à l'augmentation des migrations internes et internationales. Malgré l'engagement de l'État à

promouvoir l'auto-entrepreneuriat à la fois à travers le plan de développement du pays - le Plan Sénégal Émergent - et à travers des politiques sectorielles, les dispositifs de formation mis en œuvre ne répondent pas aux attentes des jeunes ni aux besoins des entreprises, conduisant davantage de jeunes vers le secteur informel.

Dans la région de Ziguinchor, le taux de pauvreté est de 67% tandis que le taux d'émigration est de 2,7% (ANSD 2013). Parmi la population de la région, 49% émigrent pour trouver du travail et ont un faible niveau d'éducation. Dans la Région, le taux de chômage est de 20,7% de la population totale (en âge de travailler), dont 31,9% parmi les femmes.

## Méthode de collecte de données

Deux questionnaires différents ont été préparés, l'un administré à 10 institutions publiques et privées locales avec 17 questions sur le type d'organisation, le nom et le rôle de la personne interviewée et sur la situation de l'économie sénégalaise en période pré-COVID (2018-2020) et post-pandémique.

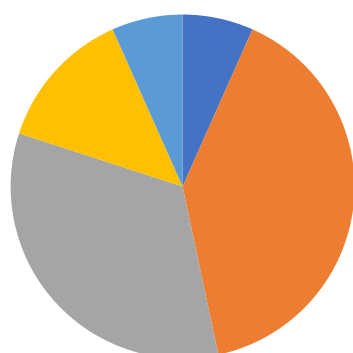
Dans le même temps, 20 questionnaires de 16 questions chacun ont été proposés à autant de petites entreprises dans différents secteurs, pour recueillir des informations sur les impacts du COVID et les réponses apportées par les unités de production locales. Des questionnaires ont été envoyés et des réponses collectées en ligne, en raison des difficultés de mouvement dues aux mesures de confinement de la pandémie.

## Résultats

L'étude a permis d'impliquer différents acteurs publics et privés, tant institutionnels que privés (petites entreprises), pour tenter de définir les impacts économiques de la pandémie Covid dans la zone de référence, et pour comprendre l'évolution économique selon les analyses des acteurs économiques, et lister les principaux défis posés et les réponses mises en place à la fois à un niveau spécifique et dans les plans de développement.

Dix institutions publiques et organisations privées ou associatives ont été interviewées, afin de recueillir une analyse aussi large que possible (compatible avec les limites données par le moment présent) de l'évolution du marché dans la période post-pandémie : la Direction Régionale Développement Rural - DRDR (organisme public, secteur agricole), le Conseil national de concertation et de coopération des ruraux - CNCR (organisme public, secteur agricole), l'Agence régionale de développement - ARD (organisme public, appui et facilitation au développement local), le GIE Sante Yalla (organisme privé, association de femmes, transformation des produits de la pêche et des céréales), la Chambre de Commerce (organisme public, agriculture, commerce, services, tourisme), la Gouvernance de Ziguinchor (organisme public, tous secteurs), le Service Régional du Commerce (organisme public, commerce), l'Association des jeunes agriculteurs de la Casamance - AJAC (organisme privé, agriculture et pastoralisme), l'Agence Nationale de Statistique et de la Démographie - ANSD (organisme public, statistique démographique), et l'APIX (organisme public, agriculture, artisanat, élevage). Les vingt entreprises interviewées appartiennent à des secteurs différents, bien qu'on ait essayé de les regrouper autant que possible par secteur afin d'obtenir des résultats plus significatifs du point de vue des données d'évolution du marché.

### Secteurs des entreprises



■ restauration ■ aviculture ■ agriculture ■ élevage ■ hôtellerie

Plus précisément, les secteurs auxquels il est fait référence sont : l'aviculture (6), la restauration (6), l'agriculture / horticulture (5), l'élevage porcin (2), l'hôtellerie (1). La décision de séparer l'aviculture de l'élevage porcin, sans les placer dans une seule catégorie « élevage » découle de la dynamique différente des deux productions, qui répondent à une demande des consommateurs qui est conditionnée par d'autres facteurs indépendantes de

tendances purement économiques (facteurs culturels, en particulier pour la partie de la production orientée vers le marché local).

L'intervalle du chiffre d'affaires du dernier année fiscal (2019) des entreprises interrogées varie entre 600.000 et 9.975.000 pour les entreprises du secteur avicole, entre 12.750.000 et 23.000.000 pour la restauration, entre 100.000 et 2.992.500 pour l'agriculture, entre 600.000 et 1.000.000 pour l'élevage porcin, alors que pour la seule entreprise hôtelière, le chiffre d'affaires est d'environ 11.500.000 (FCFA - 1 FCFA correspond à 0,0015 euros au taux de change actuel).

La situation du marché au Sénégal dans les années précédant la COVID, a été marquée par une croissance soutenue et progressive, passant de 3,5% du PIB en 2013 à 6,8% en 2018 (contre 6,7% en 2016 et 6,9% en 2017). Les perspectives macroéconomiques étaient positives, pour une croissance moyenne de 7% au moins jusqu'en 2023, grâce aussi aux politiques gouvernementales et à la réponse des entreprises.

Cette situation de la période pré-pandémique (de 2018 aux premiers mois de 2020) a également été confirmée par les entreprises interrogées dans les secteurs inclus dans la recherche. En particulier, en ce qui concerne l'agriculture et le maraîchage, par exemple, la production locale de subsistance, qui reposait principalement sur le mil, le sorgho, le maïs et le riz, a progressivement consolidé le niveau des exportations, que ce soit dans les pays voisins ou sur les marchés internationaux. Cette tendance de croissance régulière a conduit certains agriculteurs à investir pour soutenir la tendance de la production. Il en est de même dans d'autres secteurs, comme l'aviculture ou l'élevage porcin, compte tenu que l'offre ne saturait pas la demande, mais plutôt que les marchés permettaient aux entreprises d'augmenter leur chiffre d'affaires.

Plus généralement, la croissance soutenue de l'économie nationale a permis à d'autres secteurs de croître, comme dans le cas de la restauration ou de l'hôtellerie, compte tenu de la capacité de consommation de la population, et la libre circulation des personnes, sénégalaises et étrangères. Le secteur agricole a également connu des investissements substantiels de la part de bailleurs de fonds tels que l'USAID, précisément pour soutenir l'évolution du marché, tandis que des secteurs tels que le commerce et le tourisme ont suivi la tendance positive qui a caractérisé les dernières années de la deuxième décennie des années 2000. Comme confirmé par l'APIX, les perspectives d'investissement étaient positives, non seulement au niveau national, mais aussi régional, avant l'avènement de la pandémie et ses impacts sur la mobilité des personnes et des biens, notamment avec le confinement et la fermeture des frontières qui ont inversé la tendance de croissance.

Le Sénégal, de par sa structure et dimension de son économie, est considéré comme un pays émergent capable d'influencer la performance des marchés des pays voisins. L'impact du COVID s'est fait ressentir non seulement sur l'économie nationale mais aussi sur les pays engagés dans l'import-export avec le Sénégal.

### Les effets de la pandémie sur les secteurs

Au cours des deux années précédant la pandémie, la croissance économique concerne tant l'agriculture que l'élevage. Une tendance ambivalente a été enregistrée pour l'artisanat, qui a ensuite plus souffert des incertitudes de la situation politique et de l'arrivée de l'épidémie de COVID. Les hôtels, bien qu'en croissance, montraient une tendance plus faible que les deux premiers secteurs, porteurs de l'économie du pays, au moins pour 2018.

Les secteurs qui ont le plus souffert des effets de la pandémie sont, parmi les services, le tourisme et les hôtels, bloqués par le confinement et la fermeture des frontières, le commerce en raison de la baisse de la demande, la difficulté à se déplacer et la pénurie d'approvisionnement, enfin, le secteur agricole et maraîcher (y compris la mangue et la noix de cajou, en raison d'un resserrement de la demande des pays importateurs). Cependant, selon certaines personnes interrogées, des secteurs spécifiques ont bénéficié de la situation de pandémie, tels que les producteurs de gels antiseptiques et les artisans locaux qui fabriquent des masques de protection.

Toutefois, à la lecture des tendances plus générales, les impacts de la pandémie sur les différents secteurs sont particulièrement complexes. Dans le secteur agricole, par exemple, selon l'observatoire de la Direction Régionale du Développement Rural, les premiers moments de la pandémie ont en fait conduit à une augmentation de la production agricole, due à une augmentation temporaire de la demande intérieure liée à la fermeture des frontières et à une diminution des importations, qui ont conduit à un allègement de la concurrence interne au profit de certaines entreprises.

Cette situation, initialement généralisée à d'autres secteurs également, a mis la pression sur les prix, car la baisse des importations de riz et d'huile a en fait créé une condition avantageuse pour les entreprises locales qui ont ainsi pu, dans certains cas, augmenter des prix. Les difficultés de déplacement, entre autres, ont empêché des organismes de soutien comme l'Association des jeunes agriculteurs de la Casamance - AJAC de soutenir les producteurs et de faire leur travail d'accompagnement et d'amélioration de la production. Malgré cela, l'association prévoit une amélioration pour les petits producteurs sur l'année 2020 précisément parce qu'elle pourrait augmenter la production nationale afin de répondre à une demande croissante, par exemple dans le secteur alimentaire.

Néanmoins, la situation de la pandémie a bloqué diverses politiques d'investissement, comme confirmé par l'APIX, avec des conséquences qui se verront sans doute au cours des prochains mois et prochaines années, impactant le niveau de résilience de la croissance économique future.

## Les effets de la pandémie sur les entreprises

Il ressort des données collectées que la quasi-totalité des entreprises (à l'exception d'une, particulièrement solide dans le secteur de la production avicole), ont souffert de la contraction économique due à la COVID, en raison des difficultés de mobilité entre les régions. En ce qui concerne la production avicole, qui a connu des baisses moyennes de 35 % avec des pics de 55 % par rapport à l'année précédente, des impacts particulièrement graves ont été observés en raison de l'arrêt des approvisionnements, en particulier des matières premières (dont des poussins) et les inputs liés à la production (en particulier les aliments pour animaux). De plus, l'augmentation des coûts de transport a eu un impact sur les coûts de production, en plus des difficultés de paiement de coûts fixes tels que la consommation d'électricité et d'eau. En raison des difficultés de transport et de logistique, de nombreuses routes ont été fermées, augmentant ainsi les délais de livraison (sinon même en bloquant les livraisons elles-mêmes) et les pertes de poussins ont augmenté, avec un effet majeur sur l'efficacité de la chaîne d'approvisionnement. Les fermetures de frontières avec les pays voisins comme la Guinée Bissau, ont mis les entreprises dans une plus grande difficulté.

Les mêmes problèmes pour l'élevage porcin, avec une baisse du chiffre d'affaires de -40 % par rapport à l'année précédente, ont été constatés en raison du manque de vivres et d'intrants. Outre les impacts sur la production, la contraction de la demande et les difficultés de distribution ont été des facteurs majeurs qui ont mis les entrepreneurs en difficulté. Les impacts ont été transversaux, sans différences particulières sauf pour ce qui concerne la dimension et la capacité de production des entreprises, considérant que les principaux obstacles se trouvaient en amont, dans l'approvisionnement en matières premières pour la production.



Cette situation a un impact sur le processus de production lui-même, ce qui est différent d'une situation de baisse de la demande intérieure à laquelle les entreprises les plus structurées auraient pu apporter une réponse plus flexible, à la fois en diversifiant les marchés et en réduisant encore les coûts.

La seule situation notable par rapport aux autres entreprises contactées est celle d'une entreprise avicole (Acourene) qui a pu bénéficier d'une augmentation des ventes journalières de

poulets en raison de l'interruption de la production de certaines entreprises concurrentes (avec des augmentations du chiffre d'affaires par rapport à la même période de l'année précédente entre 45% et 55 %). Cela lui a permis de conquérir des parts de marché, et d'augmenter le prix des poulets et des œufs. Néanmoins, l'entreprise a dû gérer le problème de l'approvisionnement des poussins et des intrants, mais en raison de sa taille, l'entreprise a fait preuve de flexibilité et de résilience face à la crise, comparativement aux entreprises concurrentes plus petites et moins bien structurées.

Dans le secteur agricole, les problèmes se sont concentrés sur la baisse de la production due à plusieurs facteurs : l'augmentation des coûts des intrants ou les difficultés à les trouver sur le marché en raison de la baisse des importations, ainsi que la diminution de la disponibilité de la main-d'œuvre, due à la difficulté à se déplacer et au confinement (le transport à l'intérieur de la région n'était pas autorisé pour des raisons sanitaires) ; le blocage des débouchés, à la fois locaux (lié à une baisse du pouvoir d'achat des consommateurs, mais aussi à la difficulté d'accéder aux plateformes de distribution) et internationaux, lié à la fermeture des frontières ; l'effondrement du pouvoir d'achat et la difficulté de circulation des personnes en raison du confinement ont mis en crise les services non-essentiels, comme les hôtels, qui ont enregistré de fortes baisses du chiffre d'affaires, et les entreprises de restauration, qui ont atteint -20 % de baisse.

L'impact sur les charges a en revanche été varié, augmenté ou diminué selon le secteur considéré et la taille de l'entreprise. Pour certains, comme la production maraîchère, les dépenses ont diminué en raison de la baisse des ventes. Pour d'autres, la nécessité d'acheter des équipements de protection (tels que des gels, des savons, des masques) a considérablement augmenté leurs dépenses.

## Les réponses et les besoins non encore satisfaits

Les entrepreneurs interrogés ont tenté de trouver des réponses pour atténuer l'impact économique lié au coronavirus. Certaines entreprises ont opté pour la réduction des frais de personnel pour éviter la fermeture, un sort que certains restaurants ont dû subir (Vito Lynch, Chécory, Sangamar pour en nommer quelques-uns). D'autres ont dû arrêter la production en attendant le retour à la normalité (GIE Sagna, secteur avicole).

Cependant, dans certains cas (Gie Aroka), des solutions alternatives ont permis de limiter les dégâts par rapport à la contraction de la demande : la collaboration avec les femmes du marché peut permettre une vente de produits à bas prix, ainsi que la démarche à la frontière avec la Guinée Bissau pour faciliter la vente de sa propre production (GIE Ayinenoute).

Parmi les principaux besoins, seulement partiellement résolus, se trouve la question de l'accès au crédit, au financement, à la collecte de fonds ou en tout cas au soutien financier ou à des prêts pouvant garantir la poursuite de l'activité et le paiement des salaires, pour ceux qui ont du personnel salarié. La difficulté de trouver un fonds de roulement et le risque d'un nouveau crédit crunch en vue d'une éventuelle deuxième vague de pandémie créent une incertitude supplémentaire sur l'éventuel délai de reprise du tissu productif sénégalais.

Plusieurs entrepreneurs ont décidé de se diversifier, même en dehors de l'entreprise, pour pouvoir faire vivre leurs familles en autosuffisance alimentaire (en se concentrant sur le maraîchage par exemple), tandis que d'autres ont choisi de diversifier la production de l'entreprise, par exemple avec du piment, du gombo ou diakato et autres légumes.

## Réponses territoriales à la pandémie

Les entretiens avec les institutions révèlent une série d'initiatives et de plans de réponse à la pandémie, notamment pour tenter de contenir la pandémie et de gérer l'urgence avec des fonds de soutien post-COVID 19 (le gouvernement a alloué 78,7 milliards de FCFA au système de santé, 0,5% du PIB, pour améliorer les tests, le traitement et la prévention, source FMI 2020) ou avec des initiatives de soutien incluant la distribution de kits alimentaires, provenant à la fois de l'intervention publique et de subventions d'associations et d'ONG (pour protection sociale, un million de familles reçoit une aide alimentaire, 69 milliards FCFA, et les paiements des services publics pour l'eau et l'électricité, pour les clients les plus pauvres, ont été suspendus pour une période de 2 mois, 18,5 milliards FCFA. Source FMI 2020). Comme par exemple le plan de relance pour soutenir la résilience économique et sociale (en particulier l'autonomie alimentaire et sanitaire).

Les plans gouvernementaux sont mis en œuvre au niveau territorial, comme le Business Academy, un plan de soutien aux entreprises et aux activités économiques en crise, déjà mis en œuvre en 2019 et à nouveau proposé. Le Business Plan Competition (CPA), en fait, est une initiative de l'État du Sénégal soutenue par la Banque Mondiale pour accélérer la croissance inclusive et la création d'emplois.



Le Business Academy Competition a été créé en 2016 pour apporter un accompagnement de qualité aux jeunes créateurs d'entreprises à travers un réseau de tuteurs exécutifs de haut niveau. Après une première édition du Concours National de Plans d'Affaires "Business Academy" caractérisé par la participation de plus de 6 000 entrepreneurs avec un financement de plus d'un milliard FCFA à 146 projets, une seconde édition a été lancée cette année, dans le cadre de la reprise économique post-COVID 19.

### Éléments d'attention et de recommandation

Les effets économiques de la pandémie ont touché les entreprises de production, en particulier les entreprises agricoles et d'élevage, tant du côté de la production que des ventes. Les limites de l'approvisionnement local en inputs et en matières premières ont affecté les chaînes d'approvisionnement en amont, augmentant les coûts et diminuant l'offre.

Plusieurs recommandations peuvent être formulées :

- Mettre en réseau les producteurs d'un même secteur (aviculture, agriculture) afin de garantir un soutien mutuel, garantissant également la possibilité de réduire les coûts des matières premières, des transports et des intrants grâce à des achats collectifs ;
- Mettre en réseau les producteurs et les fournisseurs locaux de matières premières, soutenus et formés de manière appropriée pour une plus grande diversification et une meilleure qualité des inputs (et imaginer la création de relations gagnant-gagnant entre les deux acteurs de la chaîne d'approvisionnement) afin de rendre moins dépendants des produits importés les entreprises de production locales ;
- Aider la création d'un réseau d'unités du microcrédit et de fonds renouvelables (aussi au sein des mêmes associations de catégorie, dont certaines interrogées dans cette analyse) afin de faciliter l'accès au crédit, et mettre en place des accords spécifiques avec des établissements de crédit capables de promouvoir des prêts à faible taux d'intérêt ;

Favoriser la collaboration entre les unités productives et les groupes liés à la vente sur les marchés, ou la mise en place de groupements d'achats en zone urbaine, afin de garantir un volume de demande stable sur le marché.

# Guinée Conakry, Région de Labé

Analyse qualitative du marché (Septembre - Octobre 2020)



En République de Guinée, le projet est mis en place dans la Région de Labé, à la frontière avec le Sénégal (Région de Kédougou).

La République de Guinée se trouve à la 174<sup>ème</sup> place dans l'index de développement humain, elle compte 12,4 millions d'habitants et plus de la moitié de la population vit en dessous du seuil de pauvreté, avec un taux de pauvreté de 55,2% (PNUD, 2019). La croissance économique avoisinait 10% en 2016 et 2017, et s'est ralentie autour de 5,8% en 2018 et 6%

2019 (Banque Mondiale, 2019). Avec la pandémie du Covid-19, la croissance du PIB atteindrait un niveau très faible soit 1,4% en 2020 et 5,8% en 2021 dans un scénario de base, ou un taux de -1,8% en 2020 et de 3,8% en 2021 dans un scénario pessimiste (BAD, 2020).

Le chômage et le sous-emploi restent prédominants avec des facteurs structurels liés à une économie peu diversifiée et dépendante de l'exploitation de ressources primaires. L'emploi dans le secteur public est limité et le secteur privé formel offre peu d'opportunités d'emplois, par rapport au secteur informel qui regroupe près de 90% des emplois, ceux-ci étant majoritairement du travail indépendant. Alors qu'elle présente un énorme potentiel en termes de ressources naturelles, la Guinée est un des pays à fort taux de départ irrégulier des migrants. Les personnes qui prennent la route de la migration irrégulière à l'intérieur et à l'extérieur du pays, sont principalement des personnes vulnérables, en particulier des femmes, des jeunes et des mineurs.

Dans la région de Labé, le taux d'emploi en 2012 était de 54,6% (Institut National de la Statistique, 2018). Dans cette région, cette tendance à migrer est aussi liée à une conception traditionnelle qui repose sur le fait qu'un migrant est considéré comme celui qui pourrait améliorer la condition de vie de sa communauté.

## Méthode de collecte des données

Deux questionnaires différents ont été préparés. Un premier questionnaire a été administré à huit institutions locales publiques et privées, contenant 17 questions sur le type d'organisation, le nom et le rôle de la personne interviewée et sur la situation du marché du pays, dans la période avant le Covid-19 (2018-2020) et après la pandémie.

Parallèlement, 24 questionnaires contenant 16 questions ont été soumis à 16 petites entreprises dans différents secteurs, pour collecter des informations sur les impacts de la crise sanitaire et les réponses apportées par les unités productrices locales. Des questionnaires ont été envoyés et les réponses collectées en ligne, en raison des mesures de confinement imposées par le gouvernement pour contrer la pandémie.

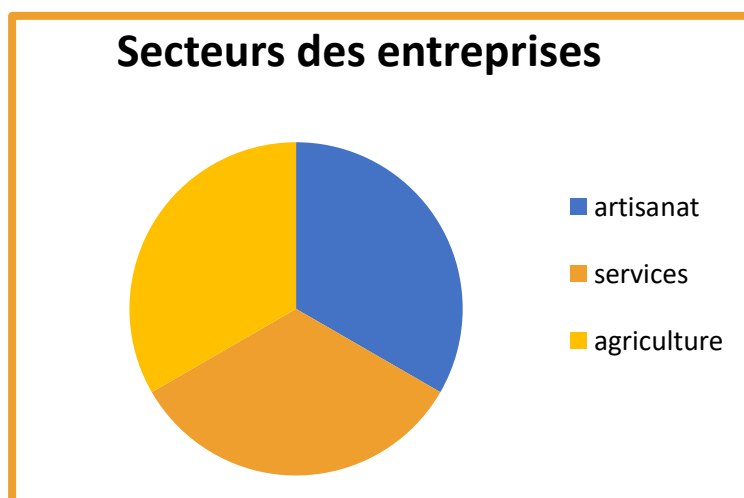
## Résultats

La recherche de marché a permis d'impliquer différents acteurs publics et privés, acteurs institutionnels et petites entreprises, pour essayer de mesurer les impacts économiques de la pandémie de Covid-19 sur le territoire de référence, et de comprendre les tendances de marché à partir des analyses des acteurs qui composent ce territoire.

L'évaluation a permis de lister les principaux défis qui se posent, et les réponses apportées ou les réponses potentielles à la crise, que ce soit de façon ponctuelle, ou au niveau des plans de développement.

Huit institutions publiques et organisations privées ou associations ont été interviewées afin d'obtenir une analyse aussi large que possible (compte tenu des limites imposées par la pandémie) du développement du marché sur la période post pandémie.

Le Ministère de l'Hôtellerie, du Tourisme, et de l'Artisanat (organisation publique), la Direction Régionale de Hôtellerie, Tourisme et Artisanat (organisation publique déconcentrée), l'OIM (organisation de droit international, migrations), l'Inspection Régionale Hôtellerie, Tourisme et Artisanat (organisation publique), la Chambre Régionale Hôtellerie, Tourisme et Artisanat (organisation privée, artisanat), le Ministère de l'Agriculture (organisation publique), la Direction Préfectorale de l'Agriculture (organisation publique).



Parmi les 24 entreprises interviewées, huit appartiennent au secteur de l'artisanat, huit au secteur agricole et huit au secteur des services. Les entreprises de services comprennent une menuiserie et sept écoles de différents degrés.

L'intervalle du chiffre d'affaires de la dernière année fiscale (2019) des entreprises interviewées varie entre 10

millions et 100 millions de GNF<sup>1</sup> pour les entreprises du secteur artisanal, avec un pic de 1.310.658.000 GNF pour FAPEL Guinée, entre 5 millions et 120 millions de GNF pour l'agriculture, 10 millions pour les services de menuiserie, et un intervalle entre 28.280.000 GNF et 250 millions pour les services éducatifs et les écoles.

La croissance du PIB en Guinée dans les dernières années a été forte et relativement plus soutenue par rapport aux pays de la sous-région, autour de 10% en 2016 et 2017 et de 6% en 2018 et 2019. Ces tendances auraient pu se maintenir avec une croissance moyenne annuelle de 6% en 2020-21, si la pandémie n'était pas apparue (Banque Africaine de Développement). En 2020, la croissance du PIB s'établirait autour de 1,4% (octobre 2020, FMI).

La croissance économique est surtout tirée par l'exploitation des ressources minières, et très peu des ressources agricoles. Sur les 6,2 millions d'hectares de terrain agricole potentiel, les trois-quarts sont inutilisés, et moins de 10% de 64 mille hectares de terrain irrigable, est exploité.

La constance de la croissance économique du pays est liée à des réformes qui ont encouragé l'environnement entrepreneurial. Les activités du secteur tertiaire contribuent aussi à la croissance, en particulier à travers le port de Conakry et par la naissance de nouveaux complexes hôteliers. Ces activités tertiaires ont été fortement réduites par la pandémie, avec un arrêt des transports et la fermeture des frontières.

Selon une étude des NNUU (Analyse préliminaire multisectorielle de l'impact socioéconomique du Covid19 en Guinée), l'impact macroéconomique du COVID sur l'économie guinéenne se traduira d'abord par une baisse importante de la croissance économique en 2020. Selon les estimations de la Banque Mondiale, la croissance économique pourrait baisser de 1,5 à 2,7 % en 2020 pour les pays hautement dépendants de l'exportation de ressources minières. Cette baisse de la croissance résultera essentiellement de la baisse des exportations, notamment vers la Chine principal partenaire commercial de la Guinée, de la baisse de la consommation privée due à la baisse des revenus et aux mesures de restriction qui impactent les importations et la production domestique".

Un élément macro-économique important concerne les importations d'aliments transformés, dont la plupart pourraient être produits localement, en diminuant le déficit avec l'étranger, la dépendance étrangère d'aliments et augmentant la capacité de réponse du Pays en cas de stress sanitaires, comme l'expérience du Coronavirus. Le Gouvernement a prévu de réduire le déficit commercial de 50% entre 2025 et de créer des zones de transformation agro-alimentaires comme des projets pilote au Boké et dans les régions administratives de Kankan, qui sont potentiellement reposables dans des autres zones du Pays.

La tendance des prix agricoles est remarquable si on considère que dans cette recherche, on a impliqué des petites entreprises du secteur agroalimentaire. Une partie de la contribution à

---

1 1 Franc Guinéen/GNF = 0,000088 euros, au taux de change actuel.

l'augmentation est déterminée par des conditions de transportation et surtout dû à la dégradation des rues et ponts, qui augmentent la durée du trajet pour les produits agricoles périssables des zones de production aux zones de consommation. Selon la Banque Africaine de Développement, "pendant les pluies d'août 2019, l'envoi des produits agricoles de Nzerekoré à Conakry (864 kilomètres) aurait demandé une semaine et un coût d'environ \$70 par tonne, plus ou moins l'équivalent d'une tonne de riz de Bangkok via navire". Cette condition de fragilité et de criticité est devenue plus sévère avec l'arrivée du Coronavirus.

### Les effets de la pandémie sur les secteurs

Selon une étude des Nations Unies Guinée<sup>2</sup>, "l'impact multisectoriel du COVID-19 va se traduire par une baisse de l'activité dans tous les secteurs, particulièrement dans les domaines du commerce, de l'industrie manufacturière, de l'hôtellerie et du tourisme mais aussi, du transport et de l'agriculture pour ne citer que ceux-ci. Cette baisse de l'activité se traduira par des pertes d'emploi, notamment les emplois informels (temporaires, sans contrat de travail, sans sécurité sociale) dans l'agriculture, le commerce, le tourisme et les services en particulier. Les mesures de confinement et la restriction de la mobilité interurbaine aggravera les conséquences économiques du COVID en contraignant le transport des biens et services avec pour conséquence des ruptures dans la fourniture des approvisionnements en biens et services et probablement par une flambée des prix sur les produits de première nécessité. Tous ces éléments induiront une baisse des revenus des ménages, de leur pouvoir d'achat et une augmentation de la pauvreté et de la vulnérabilité sociale."

Cette analyse est confirmée par les résultats de l'enquête menée dans la Région de Labé. Les effets de la pandémie dans des secteurs spécifiques ont bien été mis en évidence, entre les deux précédentes années et l'année 2020, par les données collectées, confirmant une économie en croissance, surtout en 2018, de manière linéaire et en cohérence avec les économies de la sous-région. L'impact de la pandémie de Covid-19 et l'instabilité politique (issue des élections législatives et du Référendum pour la nouvelle Constitution en mars 2020 autorisant l'actuel Président à se représenter pour un troisième mandat, élections présidentielles en octobre 2020) ont contribué à ralentir de façon significative l'économie en particulier dans certains secteurs : de la métallurgie à la mécanique, en passant par le commerce, l'artisanat, l'agriculture et le secteur de l'éducation. Il est nécessaire d'accorder une attention particulière au secteur de l'éducation, des écoles et des universités, particulièrement frappées par les mesures de confinement et de blocage des transports, adoptées pour contrer l'épidémie. L'instabilité liée à la situation politique, a aggravé la situation en

---

<sup>2</sup> Nations Unies Guinée, *Analyse préliminaire multisectorielle de l'impact socioéconomique du Covid19 en Guinée*, avril 2020.



limitant la durée des cours à l'université de neuf à cinq mois, avec une réduction des frais de scolarité et un impact non-négligeable, mais encore peu mesurable sur la préparation des étudiants.

L'impact de la crise sur le secteur agricole a été plus complexe car lié à différents facteurs : la situation climatique ; la liberté de circulation et la fermeture des frontières, qui pèse sur la disponibilité en matières premières, intrants, semences, produits semi-finis ; la tendance des prix des matières

premières et intrants, qui sont dépendants de leur disponibilité sur le marché et sur le niveau de la demande.

Le manque de produits pour le contrôle des nuisibles et des insectes a contribué, avec le manque d'autres intrants, à faire baisser la production agricole.

Par ailleurs, la fermeture des frontières, la difficulté de déplacement des produits et des personnes, la hausse du prix des matières premières et la chute du pouvoir d'achat des citoyens dû à la récession économique, ont fortement impacté le secteur artisanal.

### Les effets de la pandémie sur les entreprises et les solutions apportées

Les données collectées par l'enquête auprès des entreprises confirment les tendances enregistrées dans les secteurs analysés. Le secteur agricole a enregistré des baisses moyennes de 30% avec des pics de 40% par rapport à l'année précédente. Les baisses de la production et de la distribution ont conduit à l'adoption forcée de stratégies alternatives de survie.

Certaines entreprises ont essayé d'adapter la production aux incertitudes du marché, en essayant de prévoir ses évolutions et en impliquant les clients avant de produire au but d'optimiser l'activité, telles que l'entreprise Lamine production.

D'autres entreprises comme la Coopérative Régionale des Producteurs et Transformateurs de Fonio, ont choisi de redimensionner leurs marchés, en se concentrant obligatoirement sur le marché national et le marché local. Un changement imposé par la fermeture des frontières, mais qui ouvre des scénarios futurs, de possible réorganisation des marchés internes au pays, compte tenu de la durée de la pandémie. D'autres entreprises telles que Lansana Agriculture Kourahodé, ont essayé de diversifier la production, en augmentant la superficie du terrain cultivé avec des pommes de terre, haricots verts et maïs.

Ces deux solutions ont mené à une résorption partielle des effets négatifs de la pandémie. D'autres choix, comme celui de diminuer la production et augmenter les prix sur le marché (Moloko Production) n'ont pas donné le résultat désiré, probablement parce qu'ils n'ont pas considéré la diminution du pouvoir d'achat des populations et la concurrence par les prix des autres entreprises. Paradoxalement ces entreprises ont signalé une augmentation des profits de 20%, sans doute en raison de la baisse des dépenses fixes et le maintien du volume des ventes sur Conakry.

Les entreprises d'artisanat subissent aussi les conséquences de la fermeture de frontières, la faible disponibilité des matières premières et la hausse des prix des biens provenant de l'étranger, surtout du Sénégal (Rahime Soudure). Pour d'autres entreprises (FAPEL-GUINEE), la hausse des prix de vente a engendré des bénéfices, et la concurrence dans l'artisanat est restée relativement faible par rapport au secteur agricole, notamment l'artisanat de qualité.

Les écoles, les universités et les instituts de formation ont subi directement les effets du confinement imposé face à la pandémie. Selon certains interviewés (École Bambino) l'impact a été ambivalent : les étudiants ont eu des difficultés à récupérer le retard accumulé, et les effets sur la diminution du personnel et le paiement des employés ont été majeurs.

Certaines solutions ont été apportées pour contenir l'épidémie et améliorer le niveau d'hygiène et d'assainissement, avec un meilleur suivi des personnes employés dans les écoles et instituts de formation. La diminution des salaires des enseignants a été largement constatée (école Privé Kalima, Université Amadou Dieng) en raison des difficultés rencontrées par les familles à payer les frais de scolarité. Les impacts n'ont pas été seulement économiques, mais ont affecté les questions sociales, et pédagogiques. Certaines écoles (Groupe Scolaire Thierno Ibrahima Bah) ont dû fermer temporairement leur activité à cause du nombre limité des élèves, des difficultés à payer les enseignants (déjà en nombre plus réduit) par manque de paiement des frais de scolarité.

### Les besoins non encore satisfaits

Les entreprises ont dû faire face à de nombreux problèmes, en raison de plusieurs facteurs qui, dans certaines situations, les ont empêchés de poursuivre leurs activités. Dans le cas des écoles privées, la hausse des loyers a aggravé les coûts fixes à supporter pour poursuivre leurs activités. À cela, s'ajoute un problème plus généralisé lié à la contraction des crédits, en particulier pour les petites entreprises, qui a réduit leur capacité à faire face à la crise économique et financière.

Dans la majorité des cas, le blocage des transports (de personnes et de biens) et la fermeture des frontières a fortement impacté les activités quotidiennes, à des niveaux différents selon les secteurs, en raison de la pénurie de matières premières, de matériaux pour le secteur artisanal, de pièces détachées et de machines, mais aussi du manque d'étudiants et d'enseignants dans les établissements scolaires.

La chaîne de valeur agricole a dû faire face au manque de machines, telles que des tracteurs et des pièces de rechange. Dans certaines situations, c'est le système de conservation qui a été impacté en raison du dysfonctionnement des unités de transformation ou des entrepôts de stockage (Lansana Agriculture Kourahodé, Baldé production Kalan - BPK, Moloko Production).

### Réponses territoriales à la pandémie

Les entretiens avec certaines institutions (Direction Préfectorale de l'Agriculture - DPA), indiquent que certaines solutions ont été apportées aux entreprises touchées par les impacts économiques de la pandémie.

Dans le secteur agricole, le PDAIG (Projet de Développement Agricole Intégré en Guinée), a mis en place un plan d'appui pour plus de 100 entreprises dans le but d'augmenter la productivité agricole et l'accès au marché des producteurs et des petites et moyennes entreprises agricoles (PME) dans des chaînes de valeur sélectionnée dans les zones du projet. Ce projet de 41 millions de dollars, est destiné au financement de quatre composantes interconnectées prioritaires : (i) accroître la productivité agricole grâce à la gestion de l'eau et à l'accès aux innovations ; (ii) mettre en relation les producteurs et les acheteurs pour promouvoir une agriculture commerciale saine ; (iii) renforcer les capacités institutionnelles et produire des statistiques agricoles ; et (iv) coordonner et mettre en œuvre le projet.

Dans les secteurs de l'hôtellerie et de l'artisanat, le Ministère de l'Hôtellerie, Tourisme, et Artisanat envisage un plan de relance du tourisme, pour soutenir les activités des artisans et hôtels dans le contexte de la pandémie

### Éléments d'attention et de recommandation

L'enquête a permis de formuler les recommandations suivantes :

- Mettre en réseau les producteurs d'un même secteur (aviculture, agriculture), afin de garantir un soutien mutuel, et aussi la possibilité de réduire les coûts des matières premières, des transports et des inputs grâce à des achats collectifs ;
- Mettre en réseau les producteurs et les fournisseurs locaux de matières premières, correctement soutenus et formés pour une plus grande diversification et une meilleure qualité des inputs (création de relations gagnant-gagnant entre les deux acteurs de la filière) afin de rendre les entreprises locales moins dépendants des produits importés ;
- Créer les conditions pour une meilleure connexion entre la production artisanale et agricole et les marchés locaux et nationaux, à travers une meilleure coordination entre les producteurs agricoles et les artisans, en mettant en évidence les caractéristiques sociales de production locale des produits, notamment dans le cadre du (futur) plan de relance touristique ;
- Vérifier la possibilité d'organiser des cours à distance, là où les infrastructures le permettent, pour essayer de limiter les effets du confinement sur les étudiants et les formations (comme proposé par Dara Etoil Labé DEL) ;
- Mettre en place des accords avec des institutions financières locales et de microcrédit, qui permettent l'octroi de prêts et de financements à des unités productives, impliquant les autorités locales ou des structures publiques au-delà de la demande de garanties, en particulier en faveur des petites entreprises.



# Guinée-Bissau, Région de Cacheu

Analyse qualitative du marché (Septembre - Octobre 2020)



Le projet intervient dans la Région de Cacheu, qui se trouve à la frontière entre le Sénégal (plus précisément avec la Région de Ziguinchor) et la Guinée Bissau.

La Guinée Bissau présente un des indices de développement humain le plus bas et se place à la 178<sup>ème</sup> place en 2019 avec un taux d'emploi de 65,1%. La Région de Cacheu est parmi les régions les plus pauvres du pays avec un taux d'incidence de 80,5% contre 69,3% au niveau national (ILAP INE 2/2010). Parmi les causes, on trouve un contexte national

fragile qui limite la croissance économique et une stabilité politique-démographique plutôt fragile.

La Région de Cacheu présente un tissu économique faible qui pénalise beaucoup les activités de production, encore plus pour les jeunes et les femmes. Elle connaît, par ailleurs, des dynamiques migratoires saisonnières et à long terme, d'arrivée et de départ. Après la capitale, Cacheu représente la deuxième région d'accueil des migrants.

Une grande partie des réfugiés, recensés à 7 731 (HCR, 2009), se trouve aussi dans la région et les tensions dues aux élections du 2017 en Gambie ont créé des nouvelles arrivées dans la région. Néanmoins, la région a un grand potentiel : elle se situe à la première place pour la production de noix de cajou, avec une concentration de 40% des pirogues du pays, elle est productrice majeure d'huile de palme et deuxième productrice de céréales, notamment le riz.

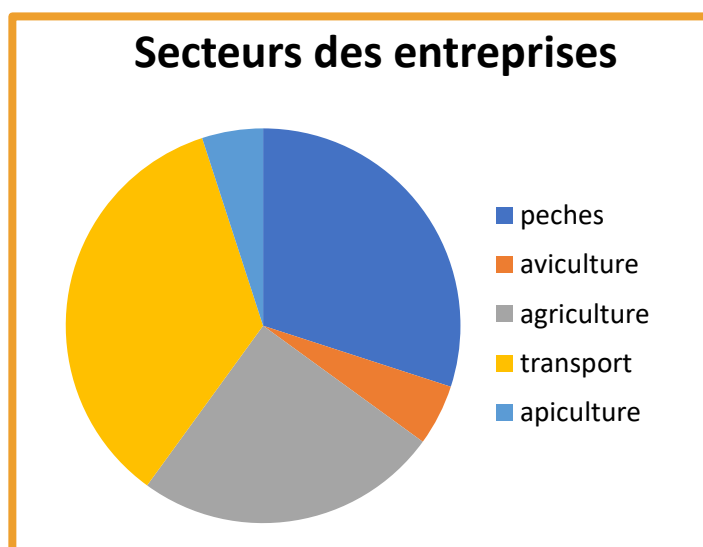
## Méthode de collecte des données

Deux questionnaires différents ont été préparés. Un questionnaire a été administré à 10 institutions locales publiques et privées avec 17 questions sur le type d'organisation, nom et rôle de la personne interviewée et sur la situation du marché guinéen dans la période pre-covid (les deux années 2018 -2020) et après-pandémie.

Au même temps, 20 questionnaires, composés par 16 questions, ont été proposés à 20 petites entreprises dans des secteurs différents, dans le but de collecter des informations sur les impacts et les réponses des organisations de production du territoire au Covid-19. Des questionnaires ont été administrés et les réponses collectées en ligne à cause des difficultés de mouvement causées par les mesures de confinement pour faire face à la pandémie.

## Résultats

Les 10 institutions publiques et privées qui ont été interviewées sont la Direction Générale de la Pêche Artisanale (organisation publique, pêche), la Direction Générale de l'élevage (organisation publique, élevage), le CNCR – Conselho Nacional de Concertação e Coopração Rural (organisation privée, politiques rurales), la Direction Régionale de Plano e Statistique (organisation publique, statistique), la Gouvernance Régionale de Cacheu (organisation publique, gouvernorat), l'ANAG – Association National des Agriculteurs de la Guinée Bissau (organisation privée, agriculture), la CdC-GB – Chambre de Commerce de la Guinée Bissau (organisation privée, différents secteurs), l'AMTSAB – Association des Transporteurs de Bissau (organisation privée, services), le Ministère de l'Agriculture et le développement rural (organisation publique, agriculture), et Força di Mindjer (organisation privée, questions de genre).



Vingt entreprises ont été impliquées dans l'étude et appartiennent aux secteurs de la pêche (6), de l'agriculture (5), de l'aviculture (1), des services de transport (7) et une (1) liée à l'apiculture. La pêche est considérée comme un secteur à part par rapport à l'élevage à cause des dynamiques de production, de transformation et de marché. Le choix des entreprises de transport a été intéressant et a permis de comprendre comment la question du confinement et la fermeture des frontières a impacté sur le transport des personnes et la logistique et sur un secteur très significatif pour un pays comme la Guinée

Bissau.

La fourchette du chiffre d'affaire de la dernière année fiscale (2019) des entreprises interviewées varie entre 2.016.000 et 7.875.000 FCFS pour les entreprises dans le secteur des transports, entre 2.880.000 et 13.920.000 pour la pêche, entre 225.000 et 1.392.200 pour l'agriculture. Pour l'aviculture, le chiffre d'affaires est autour de 810.000 alors que pour la seule entreprise d'apiculture, le chiffre d'affaires est autour de 1.050.000 (FCFS – 1 franc correspond à 0.0015 euros au taux de change actuel). La tendance du marché dans la période pre-Covid pour la Guinée Bissau a été autour de 6% du PIB jusqu'à l'année 2018, où il y a eu une baisse à 3.8% et une conséquente hausse et stabilisation à 4.5%. L'estimation pour 2020 était de 4.2%, mais la pandémie a baissé les estimations jusqu'au négatif, avec une prévision de -2.9% pour 2020 (source FMI). Dans les deux années précédentes au COVID, certains secteurs économiques étaient en hausse, en cohérence avec la tendance de l'économie du pays.

Selon la Direction Générale de l'élevage, il y a eu une augmentation progressive de la demande et de la consommation, mais sans une offre adéquate, ce qui a mené à une augmentation de

l'importation des produits d'origine animale de l'extérieur. En tout cas, les éleveurs sont parmi les entrepreneurs qui ont réussi à faire face à la période de la pandémie ; en fait, ils ont bénéficié d'une autorisation à se déplacer (en dépit des limitations sanitaires) qui leur a permis de préserver leurs marchés autant que possible.

Concernant le secteur agricole, la situation présente des aspects négatifs et des aspects positifs : alors que selon le Ministère de l'Agriculture et du développement rural la tendance du marché agricole global était en hausse entre 2018 et 2020, grâce aussi à la campagne d'éradication des insectes nocifs, il y a eu des sous-secteurs qui ont souffert le plus à cause des évolutions des marchés et des facteurs climatiques et environnementaux. La campagne de récolte et vente de la noix de cajou, par exemple, a été très difficile, si on considère que le premier prix fixé sur le marché à 1.000 FCFA a dû baisser à 200 FCFA le kilo. En plus, la campagne rizicole a aussi subi des fortes pertes, dues surtout à la pénétration de l'eau de la mer dans les rizières productives, ce qui a mené à la construction de digues de contention. Selon ANAG (Association National des Agriculteurs de la Guinée Bissau) en 2019, la production agricole a grandi par rapport à la production plus faible de 2018, mais l'instabilité politique a frappé le secteur de la commercialisation et de la distribution : une situation qui est restée jusqu'à 2020, à l'arrivée de la pandémie. Selon les études menées par la Chambre de Commerce, en 2018 il y a eu, en général, une stabilité relative du marché qui s'est interrompue l'année successive, 2019. En fait, en 2019, il y a eu une réduction de 6% de la croissance du commerce, qui a été successivement estimé en baisse de 70% à la suite de l'arrivée de la pandémie (clôture des frontières) et à la paralysie conséquente des activités économiques.

### Les effets de la pandémie sur les secteurs

L'impact du Coronavirus au niveau économique n'a épargné aucun secteur. Les transports en première place, qui ont subi en premier les difficultés liées au confinement, à la clôture des frontières et au contrôle des routes et des voies d'accès. De l'autre côté, par rapport aux autres secteurs, même si les transports (surtout les personnes) sont les premiers à subir les mesures de confinement liées au virus, ils sont aussi les premiers qui peuvent reprendre leurs activités, si la crise n'a pas mené à une fermeture de l'entreprise. Cela est possible à cause d'une gestion très flexible des coûts et du personnel et aussi grâce à une reprise immédiate de la demande (fondamentalement majeure par rapport à l'offre).

La situation est différente quand le blocage concerne la logistique à l'intérieur des filières productives. Dans ce cas, l'impact est plus grand avec des effets majeurs sur la durabilité économique des entreprises productrices. Les difficultés d'approvisionnement en matières premières et inputs ou de la distribution des produits dans les marchés de référence, ainsi que l'impossibilité pour certains travailleurs de se rendre au travail à cause du confinement, ont créé beaucoup de difficultés aux entreprises, surtout les entreprises agricoles. Les entreprises d'élevage ont dû faire face aux mêmes problèmes en plus des difficultés liées à la limitation des voyages des techniciens vétérinaires, qui se trouvaient souvent dans l'impossibilité de fournir la vaccination pour les animaux.

Pour d'autres secteurs, comme le commerce et le tourisme, les problèmes ont été déterminés par la pandémie et au même temps par l'incertitude politique liée aux élections, qui auraient découragé

et éloigné les investisseurs, comme soulignent bien soit la Chambre de Commerce que le Gouvernorat régional de Cacheu. Cela explique comment, dans une économie en hausse dans les années précédant la pandémie, en 2019, une contraction de 6% de l'activité commerciale a été constatée.

Dans le secteur de la pêche, en nette expansion en 2018 et 2019 avait encouragé les investissements des entreprises pour des nouveaux bateaux et par conséquent à une augmentation de la capture des poissons, alors qu'en 2020 le secteur est en nette récession à cause du confinement qui a compromis les sorties en pirogue, mais aussi la possibilité de vendre ses produits. Cependant, les entreprises de pêche sont les entreprises qui ont le mieux réussi à gérer la crise, compte tenu du fait que leurs coûts fixes sont directement liés à la reprise des activités de pêche.

### Les effets de la pandémie sur les entreprises

L'impact du Coronavirus au niveau économique n'a épargné aucun secteur. Les transports en première place, qui ont subi en premier les difficultés liées au confinement, à la clôture des frontières et au contrôle des routes et des voies d'accès. De l'autre côté, par rapport aux autres secteurs, même si les transports (surtout les personnes) sont les premiers à subir les mesures de confinement liées au virus, ils sont aussi les premiers qui peuvent reprendre leurs activités, si la crise n'a pas mené à une fermeture de l'entreprise. Cela est possible à cause d'une gestion très flexible des coûts et du personnel et aussi grâce à une reprise immédiate de la demande (fondamentalement majeure par rapport à l'offre).

La situation est différente quand le blocage concerne la logistique à l'intérieur des filières productives. Dans ce cas, l'impact est plus grand avec des effets majeurs sur la durabilité économique des entreprises productrices. Les difficultés d'approvisionnement en matières premières et inputs ou de la distribution des produits dans les marchés de référence, ainsi que l'impossibilité pour certains travailleurs de se rendre au travail à cause du confinement, ont créé beaucoup de difficultés aux entreprises, surtout les entreprises agricoles. Les entreprises d'élevage ont dû faire face aux mêmes problèmes en plus des difficultés liées à la limitation des voyages des techniciens vétérinaires, qui se trouvaient souvent dans l'impossibilité de fournir la vaccination pour les animaux.

Pour d'autres secteurs, comme le commerce et le tourisme, les problèmes ont été déterminés par la pandémie et au même temps par l'incertitude politique liée aux élections, qui auraient découragé et éloigné les investisseurs, comme soulignent bien soit la Chambre de Commerce que le Gouvernorat régional de Cacheu. Cela explique comment, dans une économie en hausse dans les années précédant la pandémie, en 2019, une contraction de 6% de l'activité commerciale a été constatée.

Dans le secteur de la pêche, en nette expansion en 2018 et 2019 avait encouragé les investissements des entreprises pour des nouveaux bateaux et par conséquent à une augmentation de la capture des poissons, alors qu'en 2020 le secteur est en nette récession à cause du confinement qui a compromis les sorties en pirogue, mais aussi la possibilité de vendre ses produits. Cependant, les

entreprises de pêche sont les entreprises qui ont le mieux réussi à gérer la crise, compte tenu du fait que leurs coûts fixes sont directement liés à la reprise des activités de pêche.

La plupart des entreprises (certaines composées de quelques unités) a vu son chiffre d'affaires au moins réduit de moitié par rapport à la même période de l'année précédente, dans certains cas la baisse a dépassé 90% (pour la précision 93%, Patrao Pesca). Certaines entreprises agricoles et avicoles impliqués dans la recherche ont confirmé la réduction des activités avec l'arrivée de la pandémie en mars 2020, alors que dans les années précédentes elles ont connu une croissance de



la production et des ventes. Le manque de vaccins et d'aliments, par exemple, en parallèle à la baisse de la demande, a mené à une baisse de la production. Cette situation, avec la permanence de certaines dépenses fixes liées à l'élevage de poussins, est en train de mettre en crise des entreprises (Avi Djemé).

Les entreprises plus structurées aussi (Piu Piu, née en 2018 avec 8 salariés et 5 personnes sous contrat, un chiffre d'affaires qui au moment de l'interview s'atteste autour de 3.654.100 FCFA), en mesure de vendre sur le marché national de poulets et des œufs (ils ont fourni

l'hôpital de Canchungo), ont subi les coups de la crise. Malgré les investissements initiaux en communication et sensibilisation, pour amener les consommateurs à acheter des produits locaux et nationaux vue la présence de beaucoup de produits importés sur le marché, les conséquences que l'entreprise a subi pendant la pandémie sont négatives surtout par rapport à la préservation des clients et à l'accès au crédit. Le volume de travail s'est réduit de 50% (arrivant à couvrir seulement 4 heures chaque jour) et la baisse des activités (-57% pour les 9 premiers mois de l'année) est liée aussi à la mort des animaux.

Des entreprises très petites, comme la Paulo Descasque, engagées dans la production et le pelage du riz, ont vu baisser leur productivité de manière exponentielle, en passant de 9 tonnes de riz décortiqué à 95 FCFA le kilo à environ 300 kg en 2020 (toujours au même prix).

L'entreprise Bahum est remarquable. Elle est née en 1997 avec un hectare de plantation pour la consommation familiale et grandie à 13 hectares de cultures différents (fruits, noix de cajou, riz) avec 33 travailleurs. Malgré la pandémie, elle a enregistré une augmentation de chiffre d'affaire de 0.75% par rapport à 2019, dû à des politiques de diversification des clients pour la livraison des fruits et légumes. Il s'agit d'un choix qui a permis à l'entreprise de résister à la crise, en essayant de baisser les dépenses dans les domaines non essentiels (comme le nettoyage du champ de noix de cajou).

La seule entreprise d'apiculture, Onenoral, a un marché international, avec des clients qui proviennent du Sénégal, Mauritanie, alors qu'au niveau national ils s'adressent aux supermarchés et quelques centres de formation. Au cours des deux précédentes années à la pandémie, le marché était en pleine croissance (310 litres pour une production de 50 ruches, dont 30 ruches traditionnelles et 20 ruches modernes à 2.500 FCFA le litre en 2018, alors que en 2019 on a obtenu

450 litres pour une production de 65 ruches dont 40 ruches traditionnelles et 25 ruches modernes à 2.500 FCFA le litre, dont 75 litres de miel séparé pour les supermarchés et les restaurants). Malgré la pandémie, la production a augmenté, en touchant 87 ruches, dont 27 traditionnelles et 60 modernes. Jusqu'à présent l'entreprise a vendu 550 litres (2.500 FCFA) dont 30 litres (3.000 FCFA) séparés en 2020.

Le chiffre d'affaires d'aujourd'hui est de 1.465.000 francs CFA, avec une hausse de 39%. Ce tronçonnage a été lié directement à la diversification de la clientèle, seulement partiellement touchée par le blocage des transports et par l'optimisation du temps passé en confinement qui a été utilisé pour mieux préparer les ruches, en les positionnant mieux. L'utilisation des technologies informatiques, comme le paiement électronique parmi les virements Mobile Money ou Orange Money a par ailleurs permis de soutenir les ventes.

### Les réponses et les exigences encore insatisfaites

Les réponses à la crise des différentes entreprises interviewées ont été différentes entre elles et la totalité n'a pas été liée à un renforcement de l'entreprise. Au-delà de certaines entreprises qui ont dû fermer (secteur des transports), d'autres entreprises se sont concentrées sur la réduction des coûts (renvoi du personnel ou diminution des achats de matières premières), ce qui a par conséquent mené à un ralentissement de la production ; dans d'autres cas, il y a eu une véritable diversification de marché, surtout pour ce qui concerne les nouveaux acheteurs (augmentation des ventes de fruits et légumes, entreprise Bahum).

La flexibilité de certains entrepreneurs est à noter : ils ont été obligés à ouvrir d'autres activités ou à s'engager dans d'autres occupations (surtout l'agriculture familiale et la vente des produits agricoles) pour pouvoir assurer un revenu à leur famille. Toutes les entreprises qui sont restées actives ont adopté des mesures contre la propagation du virus, comme indiqué par les autorités sanitaires. Les seules exceptions sont pendant la pêche ou le travail champêtre, où la distanciation est automatique et il ne demande pas l'utilisation de masques ou gants.

Les problèmes restent nombreux, en raison des difficultés à la frontière surtout pour les échanges commerciaux et la possibilité d'avoir accès aux matières premières, pièces détachées ou inputs (comme la disponibilité d'aliments de bétails pour la volaille ou de glace pour la conservation du poisson), pour arriver au nombre de personnes autorisées à monter sur les transports pour éviter les risques liés à la peur et à la préoccupation de la population du risque de transmission de COVID-19 dans les transports publics, ou à la distribution de masques, désinfectants pour les mains et d'autres dispositifs médicaux.

### Des réponses territoriales à la pandémie

Un plan en cours d'élaboration existe pour promouvoir la création d'activités alternatives pour les entreprises de pêche dans la zone des trois fleuves, comme déclaré par la Direction Générale de la Pêche Artisanale. En même temps, une mise à jour progressive des plans de développement régionaux, avec la contribution de la Gouvernance Régionale de Cacheu, dans l'effort de réadapter les politiques de relance territoriale avec le nouveau contexte pandémique. Le Ministère de

l'agriculture et développement rural a financé un plan d'action pour sauvegarder la campagne agricole 2020 – 2021, alors que des organisations privées comme ANAG – Association Nationale des Agriculteurs de la Guinée Bissau ont planifié la construction de trois nouveaux magasins pour stocker les produits agricoles, dans l'optique de soutenir, autant que possible, la production rurale, et baisser le risque de chocs de marché dus à une excessive fluctuation entre demande et offre, du fait de la volatilité des prix, et le manque de matières premières et d'accès au crédit.

De façon ponctuelle, différentes institutions ont entamé des solutions pour faire face à la situation de crise sanitaire : la Direction Générale de l'élevage soutient les éleveurs pour la vaccination des têtes, afin d'augmenter la production. Dans des autres secteurs, il y a une mobilisation soit une recherche active de ressources, soit une facilitation d'accès au crédit pour pouvoir soutenir les catégories en crise: le Conselho Nacional de Concertação e Coopração Rural s'est activé pour une recherche de fonds à destiner aux agriculteurs en difficulté sous forme de crédit, tandis que la Gouvernance Régionale de Cacheu a créé un Plan régional d'investissements, de sensibilisation et de réorganisation du secteur sanitaire à côté des subventions étatiques en soutien aux secteurs les plus touchés. Des organisations privées comme l'ANAG – Association Nationale des Agriculteurs de la Guinée Bissau, soutiennent les agriculteurs grâce au paiement des contributions et à la création d'usines de transformation et grâce à une négociation avec le gouvernement pour réduire les taxes sur le transport des produits agricoles. L'AMTSAB – Association des Transporteurs de Bissau insiste pour une plus grande adhésion au syndicat des travailleurs du transport maritime, afin d'augmenter leurs garanties.

### Éléments d'attention et de recommandation

- Un premier point est de réorienter la consommation envers des productions locales et territoriales, à travers des campagnes de sensibilisation de la citoyenneté, surtout en zone urbaine. La possibilité d'actions de lobbying/dialogue institutionnel même avec les sujets publics locaux pourrait aider, à cet effet, en favorisant un soutien interne aux productions locales.
- Parallèlement, la possible convergence et coopération entre fournisseurs et producteurs, surtout dans le domaine agricole, pêche et élevage, pourrait garantir de meilleurs coûts d'approvisionnement des matières premières, l'amélioration dans le stockage et la logistique, ainsi que dans la distribution, en optimisant les coûts et l'amélioration des prix.
- Enfin, des grandes plateformes territoriales de producteurs peuvent, en outre, permettre un meilleur accès au crédit, à travers des accords spécifiques avec des institutions financières ou de crédit.